

4 PROPOSITIONS

- ➔ Pour une meilleure cohérence des politiques publiques
- ➔ Pour une coopération française dans le secteur de l'eau et de l'assainissement plus efficace

1 Réaliser un bilan annuel de l'APD eau / eau potable et assainissement

La France doit publier un bilan annuel de l'aide (bilatérale et multilatérale) accordée au secteur de l'eau, en précisant les domaines qu'elle comprend et en distinguant ce qui relève du sous-secteur « eau potable et assainissement », les prêts et les dons, les principaux projets et pays qui en bénéficient.

2 Évaluer la politique sectorielle de l'APD française dans le secteur de l'eau / eau potable et assainissement

Cette évaluation devra être menée de façon indépendante, au minimum tous les 3 ans. Elle devra associer des parlementaires et la société civile à la définition d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, permettant d'apprécier l'aide et son efficacité dans ce secteur.

3 Augmenter, pour le budget 2013, l'aide bilatérale française pour l'eau potable et l'assainissement sous forme de dons et atteindre les 100 millions d'euros

Face aux enjeux, la France doit augmenter de façon significative le montant des dons qu'elle accorde au titre de son APD bilatérale eau potable et assainissement, sans pour autant le faire au détriment d'autres secteurs.

4 Cibler l'APD eau potable et assainissement vers les pays ayant les plus forts besoins et les populations les plus démunies

L'aide au secteur doit cibler prioritairement les pays où les besoins de desserte en eau potable et en assainissement de base sont les plus importants : les PMA (dont les pays d'Afrique subsaharienne) et les 14 pays prioritaires du CICID. Dans cette perspective, l'aide bilatérale française doit favoriser les dons afin de bénéficier aux PMA et aux populations les plus démunies, vivant en milieu rural ou en périphérie des villes.

➔ L'étude complète, publiée en 2012, « Évolution de l'Aide Publique au Développement bilatérale française pour l'eau potable et l'assainissement, sur la période 2001-2009 et perspectives à 2012 – Analyses et propositions » est disponible auprès de la Coalition Eau.

La Coalition Eau : 31 ONG françaises engagées pour l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

27 rue Léon Loiseau
93100 Montreuil
France
•
Tél +33 (0)1 41 58 52 77
Fax +33 (0)1 41 58 50 58
contact@coalition-eau.org
•

www.coalition-eau.org



ONG MEMBRES

ACAD · Action contre la Faim · ADEDE · AVSF · CCFD · Coopération Atlantique Guinée 44 · CORAIL · CRID · 4D · East · Eau Sans Frontières International · Eau Vive · Enda · Green Cross France et Territoires · GRED · GRET · Helen Keller International · Hydraulique Sans Frontières · Ingénieurs Sans Frontières · Initiative Développement · Les Amis de la Terre · Réseau Foi et Justice Afrique Europe · Secours Catholique – Caritas France · Secours Islamique France · Sherpa · Solidarité Eau Europe · Toilettes du Monde · Triangle Génération Humanitaire · Water Lex · WECF · WWF France ·

POUR UNE MEILLEURE COHÉRENCE DES POLITIQUES PUBLIQUES DU SECTEUR

POUR UNE COOPÉRATION FRANÇAISE PLUS EFFICACE

2012

Selon les Nations Unies, en 2008, encore 884 millions d'humains sont privés d'un accès à une source d'eau améliorée et 2,5 milliards vivent sans assainissement de base.

La situation est particulièrement préoccupante en Afrique subsaharienne et en milieu rural.

Pour relever le défi de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous, ce secteur doit être une priorité budgétaire de la coopération internationale.

En 2003, à l'occasion du G8 d'Evian, la France s'est engagée à doubler son Aide Publique au Développement (APD) pour l'eau potable et l'assainissement à l'échéance de 2009. Face à cet engagement, la Coalition Eau a mené une analyse approfondie des modalités de financement du secteur par la coopération française, sur la période 2001-2009.

SOURCES

● Source CAD de l'OCDE – Engagements en millions d'euros - Codes Système de Notification des Pays Créanciers (SNPC) : 14010 : Politiques des ressources en eau et gestion administrative • 14015 : Protection des ressources en eau • 14020 : Distribution d'eau et assainissement systèmes à grande échelle • 14030 : Distribution d'eau potable de base et assainissement de base • 14081 : Éducation et formation dans la distribution d'eau et de l'assainissement. (hors codes 14040 et 14050)

● Joint Monitoring Program, rapport conjoint OMS-UNICEF - Rapport 2010 sur les progrès en matière d'assainissement et d'alimentation en eau www.wssiinfo.org

● CIS eau et assainissement de l'AFD, 2010-2012, *Financer l'accès à l'eau en milieu rural*, page 23 : « Malgré l'enjeu de développement que représentent les zones rurales, et leur retard sur les villes dans la perspective d'atteindre les OMD pour l'eau et l'assainissement, le très faible montant des subventions actuelles de l'AFD limite fortement sa capacité à intervenir en hydraulique rurale. »

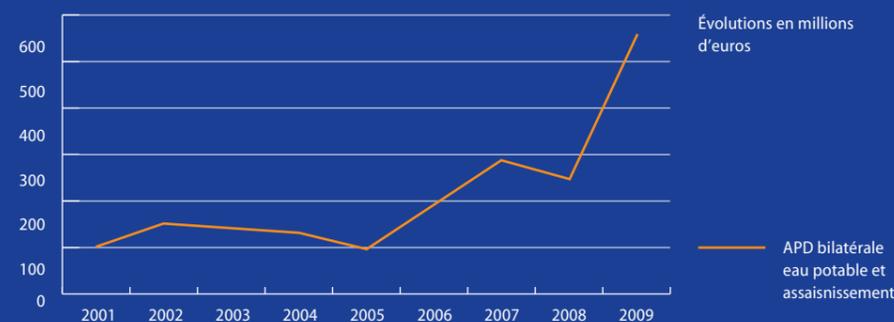
● Source CAD de l'OCDE, Examen par les pairs de la France, 2008, page 51. En 2008, le Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE recommandait à la France de veiller à assurer, dans le cadre de son APD, un équilibre approprié de dons et de prêts www.oecd.org

● Liste nominative des 14 pays prioritaires de la France, CICID, juin 2009 : Bénin, Burkina Faso, Comores, Ghana, Guinée Conakry, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République Démocratique du Congo, République Centrafricaine, Sénégal, Tchad, Togo.

Une augmentation significative de l'aide bilatérale française pour l'eau potable et l'assainissement...

En 2009, la France est le troisième pays contributeur pour l'APD bilatérale pour l'eau et l'assainissement, ses engagements ayant augmenté de 104 millions d'euros en 2001 à 559 millions en 2009. Elle se situe ainsi juste après le Japon (1 974 millions) et l'Allemagne (561 millions).

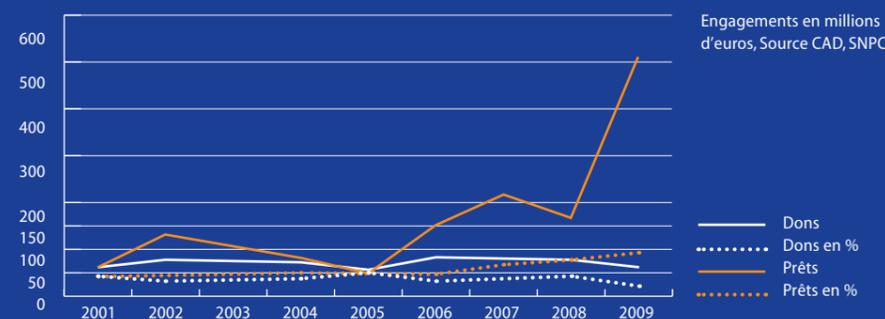
ÉVOLUTION DE L'APD BILATÉRALE FRANÇAISE EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT 2001-2009



...qui s'explique par un recours massif aux prêts bancaires

L'augmentation des engagements bilatéraux de la France pour l'eau potable et l'assainissement entre 2001 et 2009 s'explique par une utilisation de plus en plus importante des prêts bancaires. En effet, sur cette période, jamais la part des dons n'a été aussi faible qu'en 2009 (11%), alors qu'elle était de 48% en 2005.

PART DES DONNS ET PRÊTS DE L'AIDE BILATÉRALE FRANÇAISE EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT



Avec de très faibles subventions (62 millions d'euros d'engagement en 2009) et l'utilisation exponentielle des prêts bancaires (497 millions d'euros d'engagement en 2009), la France est loin des pratiques de ses homologues européens. L'Allemagne, principal bailleur européen sur le secteur de l'eau potable et de l'assainissement, a alloué, en 2009, 40% de son aide sous forme de dons (227 millions d'euros d'engagement), alors que le Royaume-Uni a eu exclusivement recours aux dons (174 millions d'euros d'engagement).

Une aide bilatérale destinée surtout aux États solvables et aux gros investissements en milieu urbain...

En ayant massivement recours à des prêts bancaires, la France flèche son aide :

● vers des projets nécessitant des investissements matériels importants, essentiellement dans les grands centres urbains : en 2009, 87% de l'ensemble de l'aide du secteur est allouée à la distribution d'eau potable et d'assainissement dans les grosses agglomérations urbaines, le reste étant partagé entre distribution en milieu rural, protection des ressources en eau, renforcement des politiques et action de formation et de sensibilisation. Pourtant en 2008, 84 % de la population mondiale dépourvue de points d'eau améliorés vit en zone rurale, de même que 7 personnes sur 10 dépourvues d'assainissement amélioré.

● vers des États solvables, notamment les pays à revenu intermédiaire qui ont des capacités d'emprunts. Cette faiblesse des dons laisse à la marge les Pays Moins Avancés -PMA- (seulement 22% de l'aide bilatérale française du secteur), aux premiers rangs desquels ceux de l'Afrique subsaharienne alors même qu'ils ont le plus fort défi à relever en termes de desserte en eau potable et assainissement.

...qui va à l'encontre des engagements pris par la France et des pratiques de ses homologues européens

Cette pratique de la France va à l'encontre des recommandations émises par de nombreuses institutions, dont le Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE. Cela contraste aussi avec ses homologues européens tels le Royaume-Uni qui, en 2009, a consacré 79% de ses dons à des programmes d'hydraulique rurale.

La baisse drastique des dons est aussi en contradiction avec les engagements pris par la France en 2003, concrétisés dans sa stratégie sectorielle eau de 2005, et réitérés en 2009. Alors même que le Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement (CICID) de 2009 a défini 14 pays pauvres prioritaires d'Afrique subsaharienne francophone, le plan d'affaires du Cadre d'Intervention Sectoriel Eau et Assainissement de l'Agence française de Développement (AFD), pour 2010-2012, indique que seulement 12% de ses engagements iront à ces 14 pays et que seuls 6% de ses engagements seront des dons.

4 PROPOSALS

- ➔ To improve the coherence of public policies
- ➔ To render French cooperation to the water supply and sanitation sector more effective

1 Conduct an annual review of ODA to water supply / water and sanitation

France needs to publish an annual review of the (bilateral and multilateral) aid granted to the water supply sector, detailing the particular areas covered and clearly listing aid allocated to the 'water supply and sanitation' sub-sector, loans and donations, the main projects and beneficiary countries.

2 Assess French ODA sector policy for the water supply / water and sanitation sector

This assessment needs to be independently conducted at least once every 3 years. Parliamentarians and civil society should participate in the definition of the quantitative and qualitative indicators required to assess the effectiveness of the aid delivered to the sector.

3 For the 2013 budget, increase French bilateral aid donations to water supply and sanitation to a total of 100 million Euros

Given the magnitude of the challenges faced, France needs to significantly increase the proportion of donations it grants as part of bilateral aid to the water supply and sanitation sector, without this being at the expense of other sectors.

4 Target ODA for water supply and sanitation towards those countries in greatest need and the most disadvantaged populations

It is vital that aid to this sector is targeted towards those countries whose needs in terms of access to drinking water and basic sanitation are the greatest: the LDCs (which include the countries of sub-Saharan Africa) and the 14 priority countries identified by CICID. To this end, French bilateral aid donations must be increased in order to ensure both the LDCs and the most disadvantaged populations, living in rural areas and on the outskirts of towns and cities, are able to benefit.

➔ The full study report, published in 2012,

Evolution of French Bilateral Official Development Assistance to the water supply and sanitation sector for the 2001-2009 period and the outlook for 2012 – Review and proposals is available from Coalition Eau.

An alliance of 31 French NGOs campaigning for access to water and sanitation for all.

27 rue Léon Loiseau
93100 Montreuil
France

Tel +33 (0)1 41 58 52 77
Fax +33 (0)1 41 58 50 58
contact@coalition-eau.org

www.coalition-eau.org



TO IMPROVE THE COHERENCE OF SECTOR PUBLIC POLICIES

NGO MEMBERS

ACAD · Action contre la Faim · ADEDE · AVSF · CCFD · Coopération Atlantique Guinée 44 · CORAIL · CRID · 4D · East · Eau Sans Frontières International · Eau Vive · Enda · Green Cross France et Territoires · GRED · GRET · Helen Keller International · Hydraulique Sans Frontières · Ingénieurs Sans Frontières · Initiative Développement · Les Amis de la Terre · Réseau Foi et Justice Afrique Europe · Secours Catholique – Caritas France · Secours Islamique France · Sherpa · Solidarité Eau Europe · Toilettés du Monde · Triangle Génération Humanitaire · Water Lex · WECF · WWF France ·

TO RENDER FRENCH COOPERATION MORE EFFECTIVE

2012

According to the United Nations, in 2008, 884 million people were still using unimproved sources of drinking water and 2.5 billion were without basic sanitation.

The situation is particularly concerning in sub-Saharan Africa and in rural areas.

In order to address the challenges of providing universal access to water and sanitation, it is vital that the sector remains a budget priority for international cooperation.

In 2003, at the G8 summit in Evian, France pledged to double its Official Development Assistance (ODA) to the water sector by 2009. In view of this commitment, Coalition Eau has carried out an in-depth analysis of the funding arrangements used by French cooperation to provide aid to the sector over the 2001-2009 period.

SOURCES

● Source: OECD Development Assistance Committee (DAC) – Commitments in millions of Euros – Creditor Reporting System Codes: 14010: Water sector policy and administrative management, 14015: Water resources conservation, 14020: Water supply and sanitation – large systems, 14030: Basic drinking water supply and basic sanitation, 14081: Education and training in water supply and sanitation (excluding codes 14040 and 14050)

● Joint Monitoring Program, WHO-UNICEF joint report - Progress on Sanitation and Drinking Water, 2010 Update - www.wssinfo.org

● AFD Sector Intervention Framework for water and sanitation (document only available in French): CIS eau et assainissement, 2010-2012, Financer l'accès à l'eau en milieu rural, page 23: 'Despite the development issues experienced in rural areas and the fact they are lagging behind towns in terms of achieving the MDGs for water and sanitation, the current low levels of AFD grants are severely hampering its capacity to contribute to the rural water supply sector.' (Unofficial translation)

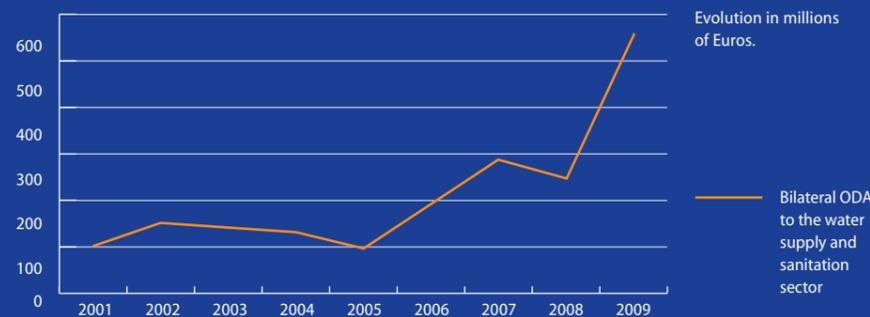
● In 2008, the OECD Development Assistance Committee (DAC) recommended that France strike an appropriate balance between grants and loans in its ODA - Source OECD DAC, France Peer Review, 2008, page 48 - www.oecd.org

● List of France's 14 priority countries, CICID, June 2009: Benin, Burkina Faso, Comoros, Ghana, Guinea-Conakry, Madagascar, Mali, Mauritania, Niger, Democratic Republic of Congo, Central African Republic, Senegal, Chad, Togo.

France significantly increased its bilateral aid for water and sanitation...

In 2009, France was the third largest provider of bilateral ODA to the water supply and sanitation sector, its commitments having increased from 104 million Euros in 2001 to 559 million in 2009, placing it just behind Japan (1,974 million) and Germany (561 million).

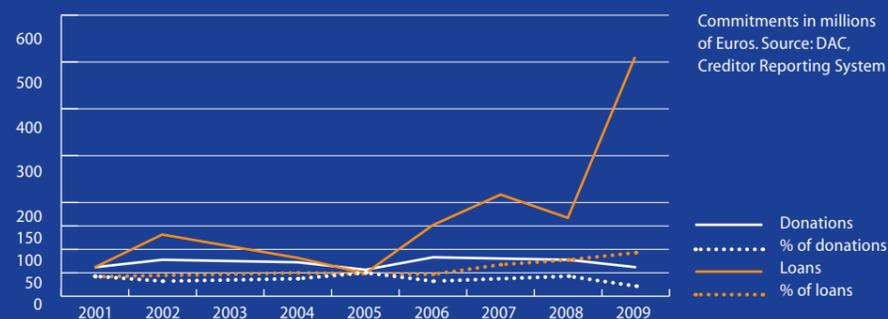
EVOLUTION OF FRENCH BILATERAL ODA TO THE WATER SUPPLY AND SANITATION SECTOR OVER THE 2001-2009 PERIOD



... by making extensive use of loans

The increase in French bilateral aid for water supply and sanitation between 2001 and 2009 is due to a significant rise in the amount of aid given as loans. In contrast, the proportion of aid provided in the form of donations reached its lowest ever level in 2009 (11%), whereas in 2005 it stood at 48%.

PROPORTION OF DONATIONS AND LOANS PROVIDED TO THE WATER SUPPLY AND SANITATION SECTOR AS PART OF FRENCH BILATERAL AID



With very little aid provided in the form of grants (62 million Euros of commitments in 2009) and the exponential growth in the use of loans (497 million Euros of commitments in 2009), France's approach is very different to that of its European peers. In 2009, Germany, the main European donor to the water supply and sanitation sector, granted 40% of its aid as donations (227 million Euros of commitments), whereas all of the United Kingdom's aid commitment (174 million Euros) for that year was in the form of donations.

Bilateral aid that is mainly aimed at solvent states and major investment in urban areas...

Relying heavily on loans, France targets aid:

● towards projects requiring major material investment, mainly in large urban centers: in 2009, 87% of total aid to the sector was allocated to water supply and sanitation in major urban cities, the remainder being shared between water distribution in rural areas, water resources conservation, policy improvement and training and awareness-raising activities. However in 2008, 84% of the world's population without an improved source of drinking water lived in rural areas, as did 7 out of 10 people without access to improved sanitation facilities.

● towards financially solvent states, notably those middle-income countries with borrowing capacity. The paucity of donations means that the Least Developed Countries -LDCs- (only 22% of French bilateral aid to the sector) are left on the sidelines, particularly those LDCs in sub-Saharan Africa; this despite the fact that these are the very countries facing the greatest challenges as regards access to water and sanitation.

...which runs counter to both the commitments made by France and the approach used by its European peers

The approach adopted by France runs counter to the recommendations made by numerous institutions, including the OECD Development Assistance Committee (DAC). It also contrasts with the approach of France's European peers, such as the United Kingdom who, in 2009, granted 79% of its donations to rural water supply programs.

The dramatic drop in donations also goes against the commitments made by France in 2003, enforced in its water sector strategy of 2005, and reiterated in 2009. In 2009, the Inter-ministerial Committee for International Cooperation and Development (CICID) established a priority list of 14 poor Francophone sub-Saharan African countries; despite this, according to the business plan drawn up by the French Development Agency (AFD) in its 2010-2012 Sector Intervention Framework for water supply and sanitation, only 12% of its financial commitments have been earmarked for these 14 countries and only 6% will take the form of donations.